

Communiqué de presse

Pour une régularisation maintenant!

Journée de réflexion sur la régularisation des sans-papiers
préparée par des organisations de défense et des personnes
concernées

Le 6 février 2016, Eglise française Le Cap, Berne

Le titre „Pour une régularisation maintenant“ paraît provocateur. Pourtant la régularisation est la seule solution pragmatique et réaliste à la question des sans-papiers qui vivent et qui travaillent dans notre pays, dont le nombre est estimé entre 90'000 et 300'000 en Suisse.

« Chacun-e, indépendamment de son statut, a droit à la protection de ses droits humains ». C'est avec cette déclaration sans équivoque que Pia Oberoi, du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève a accueilli les personnes présentes et rappelé les obligations de la Suisse. Et la meilleure protection qu'on puisse donner aux personnes sans statut de séjour est la régularisation.

Dans son exposé, Albert Kraler, politologue au Centre pour le développement des politiques migratoires à Vienne a montré, en s'appuyant sur différentes recherches, les suites de plusieurs régularisations en Europe et les effets possibles d'une telle mesure en Suisse. Depuis le début du 21ème siècle, 3,5 mio de personnes ont été régularisées en Europe, dont 1 mio en Grèce et un autre en Italie. Contrairement à l'idée répandue en Suisse parmi celles et ceux qui s'opposent à une telle régularisation, aucun appel d'air n'a pu être constaté dans les pays qui ont amnistié les personnes entrées sur leur territoire illégalement. A l'université du Neuchâtel, la sociologue et chercheuse Denise Efionayi-Mäder, est l'une des spécialistes de la situation des sans-papiers en Suisse. Elle a souligné que la présence des sans-papiers en Suisse est désormais reconnue comme un fait établi. Néanmoins, les autorités refusent de l'aborder comme une question structurelle et la considèrent toujours comme un problème individuel à résoudre. La réglementation des « cas de rigueur » ne permet d'obtenir qu'exceptionnellement une régularisation. Laetitia Carreras, permanente au Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI) à Genève travaille depuis le début des années 2000 avec des personnes sans statut légal. Elle a souligné à quel point cette procédure est arbitraire. Si au cours de la dernière année, 176 personnes ont bénéficié de cette réglementation dans le canton de Genève et une centaine sur Vaud, il n'y a eu qu'une seule régularisation à Zurich, Bâle et Berne et aucune dans les autres cantons alémaniques. Elle a présenté les différentes campagnes nationales menées ces dernières années. Celles-ci ont participé à une prise de conscience importante. Suite à la campagne « Aucun enfant n'est illégal », une brèche théorique a été ouverte permettant aux jeunes sans-papiers en fin de scolarité obligatoire de suivre légalement un apprentissage. La campagne « Aucune employée de maison n'est illégale » a mis en lumière qu'à Zurich, un ménage sur dix-sept emploie une personne sans titre de séjour pour prendre en charge le ménage, les enfants ou encore les personnes dépendantes, alors qu'à Genève 20'000 à 25'000 familles sont concernées par ce phénomène, ce qui démontre qu'une réponse globale est nécessaire.

Dans le Forum ouvert aux sans-papiers, aux militant-e-s et aux collaboratrices / eurs des organisations de défense, cette question centrale, ainsi que les

problèmes rencontrés au quotidien, ont été abordés et débattus. Les difficultés d'accès à la santé et à la formation pour les adultes, la « criminalisation » de toutes les personnes migrantes, la peur constante d'être découvert, mais également l'importance économique du travail assumé par les sans-papiers, la nécessité de s'organiser et le droit au respect de leur dignité humaine ont été largement discutés.

Le débat de clôture a été modéré par Inés Mateos, membre de la Commission fédérale pour les questions de migration. Certaines idées et revendications, abordées durant les exposés ou le forum concernant les possibilités d'une future régularisation, ont été reprises. C'est une question politiquement très explosive et contestée. Bea Schwager du Collectif de soutien aux sans-papiers de Zurich (SPAZ) considère qu'il est pertinent de s'engager au niveau local dans des initiatives spécifiques, telles celle d'« urban citizenship ». Simone Prodoliet, secrétaire de la Commission fédérale pour les questions de migration a recommandé de poursuivre l'approche pragmatique de la politique des petit pas, comme l'amélioration de la protection de l'enfance et de celle contre l'exploitation dans le domaine de l'emploi. La conseillère nationale Ada Marra (SP) a souligné, à partir de son expérience, que c'est seulement en s'appuyant sur des chiffres qu'on peut espérer faire bouger les choses, De plus, dans notre système fédéral, il est simple de ne pas prendre de responsabilité et de la laisser à d'autres. Silvia Mariño, ancienne travailleuse domestique sans statut légal a expliqué que 10 ans après avoir été régularisée, elle considère toujours comme fondamental de continuer à s'engager corps et âme pour le respect des droits des travailleuses et travailleurs sans statut légal. D'autres sans-papiers ont exigé avec véhémence le respect de leurs droits.

Bien que la régularisation des sans-papiers paraisse politiquement illusoire dans le contexte actuel, cette question ne pourra pas continuer à être occultée en Suisse, que ce soit au niveau des intérêts économiques ou dans une perspective de dignité des êtres humains. Au quotidien, ces personnes sont présentes partout, et pourtant invisibles.

La plate-forme nationale pour les sans-papiers
www.sans-papiers.ch

Personnes de contact:

Elisabeth Joris
Gemeindestrasse 62
8032 Zürich

079 798 28 09

044 252 86 30

ejoris@bluewin.ch

Laetitia Carreras
CCSI
Route des Acacias 25
1227 Acacias

079 352 16 48

022 304.48.60

lcarreras@ccsi.ch/www.ccsi.ch

Ada Marra
Rue Dr César Roux 20
1005 Lausanne

076 383 20 69

021 625 82 66

ada.marra@parl.ch